

# Il faut une Banque du Sud

mercredi 22 septembre 2010, par [TOUSSAINT Éric](#), [VASCOS GONZALES Fidel](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2007).

**Le président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, Éric Toussaint, anticipe que les conditions se créent vers l'éclatement d'une nouvelle crise.**

---

## Quelle est la situation actuelle de la dette extérieure dans le monde ?

La situation que nous vivons est ambiguë. L'impression dominante est que la crise de la dette appartient au passé. Pour s'en convaincre, on fait valoir que les gouvernements des grands pays du Sud paient de manière anticipée leur dette au FMI. C'est le cas du Brésil, de l'Argentine, du Mexique, de la Thaïlande et de l'Indonésie. Mais la situation est contradictoire car en réalité, les conditions sont réunies pour aboutir à une nouvelle crise. Tout d'abord, la dette extérieure du Tiers Monde a augmenté de plus de 250 milliards de dollars (USD) en 2006.

Pendant ce temps, les pays du Sud que je viens de mentionner paient de manière anticipée leur dette au FMI, émettent des titres de la dette publique ou contractent de nouvelles dettes auprès de banques privées. La dette extérieure privée et publique des pays du Sud s'élève maintenant à près de 3 000 milliards de dollars. La part publique de cette dette extérieure atteint la moitié de cette somme, soit 1 500 milliards d'USD.

Le second facteur à mettre en évidence est que la dette publique interne a considérablement augmenté au cours de ces dix dernières années. Dans un pays comme le Mexique par exemple, le système bancaire national est à présent totalement contrôlé par les banques des États-Unis, qui ont acheté les banques du Mexique quand celles-ci furent privatisées. En Argentine et en Colombie, les banques nationales sont contrôlées par les banques espagnoles. Cela signifie que la dette publique interne est pratiquement détenue par les mêmes créanciers que la dette publique externe.

A cela il faut ajouter deux autres phénomènes. Le taux d'intérêt international augmente. Le taux d'intérêt était très bas dans les années 2001-2002 car les États-Unis avaient adopté une politique keynésienne face à la faillite de grandes entreprises nord-américaines qui étaient terriblement endettées. Pour qu'elles s'en sortent, ils ont baissé les taux d'intérêts. Ils ont aussi baissé les taux d'intérêts pour maintenir le niveau de consommation des ménages américains. Ils y sont en effet parvenus.

Ainsi, la récupération de l'économie nord-américaine a eu lieu à partir de 2002. Depuis juin 2004, la Réserve Fédérale des États-Unis augmente à nouveau le taux d'intérêt, suivie par la Banque Centrale Européenne et la Banque Centrale du Japon.

Dans un même temps, les pays les plus industrialisés et la Chine tentent de faire baisser les prix de leurs importations de matières premières. S'ils parviennent à faire baisser les prix mondiaux des matières premières, les pays du Sud seront très affectés économiquement et financièrement. D'une

part, cela signifie moins de revenus d'exportations pour les pays du Sud, et d'autre part, plus de paiement à leurs créanciers du fait des taux d'intérêts élevés. Dans ces conditions, il est probable que dans deux ou trois ans, la crise de la dette se répète dans les pays dont les économies sont largement dépendantes des exportations.

### **Que pouvez-vous dire de la dette extérieure des États-Unis ?**

Les États-Unis est le pays le plus endetté aux niveaux interne et externe. La dette extérieure des États-Unis équivaut à la somme de la dette extérieure de l'ensemble de tous les pays dits « en développement », où vivent 85% de la population mondiale. Ce qui est aberrant et scandaleux, c'est que ces mêmes pays du Sud prêtent de l'argent aux États-Unis.

Pour financer sa dette, les États-Unis vendent des bons du Trésor. Plus de 1 000 milliards de dollars en bons du Trésor sont achetés par les pays « en développement ». Je dis que c'est scandaleux et absurde du point de vue de l'intérêt général. Avec cette opération d'achat de bons, ils ont une rémunération à un taux de 4-5%.

Simultanément, ces mêmes pays émettent des titres de leur dette extérieure et paient un taux d'intérêt de 8-10%. C'est une perte absolue. D'où mon positionnement sur la nécessité d'une Banque du Sud.

Il faut également tenir compte du fait que la dette interne des États-Unis atteint 30 000 milliards de dollars, soit 10 fois sa dette externe. La dette des foyers représente plus d'un tiers de ce montant. Les entreprises des États-Unis, le Gouvernement Fédéral et les États sont également très endettés. Ces données démontrent que l'annulation totale de la dette extérieure publique des pays en développement ne représenterait qu'un effort minime de la part de la banque privée ou publique internationale puisque les plus grands débiteurs sont les pouvoirs publics, les entreprises et les familles du Nord.

### **En totalisant la dette des pays développés et sous-développés, quel est le montant total de la dette extérieure mondiale ?**

Dans leur totalité, les dettes externes et internes au niveau mondial s'élèvent à plus de 60 000 milliards de USD. La part externe atteint 10 000 milliards. La grande partie de la dette correspond à la dette publique interne.

Vous mentionnez la Banque du Sud. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Les pays du Sud disposent d'une quantité très élevée de réserves en dollars, en euros, en yens. Il est vrai que l'USD est la principale monnaie de réserve internationale. Mais à quoi assistons-nous en ce moment ? L'euro remplace progressivement le dollar comme monnaie de réserve. Pourquoi ? Parce que le dollar se déprécie. De ce fait, les Banques Centrales d'autres pays commencent maintenant à changer les dollars contre des euros. Ainsi, la dévaluation du dollar va se poursuivre, les réserves internationales en euros, en yens, et dans une certaine mesure en livres sterling et en francs suisses, vont augmenter.

Il faut un front des pays du Sud qui placent leurs réserves non pas en bons des États-Unis mais dans une Banque du Sud. Les pays du Sud pourraient également créer une monnaie commune, ou tout du moins une monnaie commune entre les nations de l'Amérique Latine et des Caraïbes dans le cadre de l'ALBA. Pour moi, l'ALBA doit se doter d'une banque de l'ALBA, une Banque de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Il faut d'autres projets communs en Amérique latine et aux Caraïbes : l'Université commune ; TELESUR, qui est une chaîne de télévision commune. Tout cela avance petit à petit. Mais il arrive un moment où il faut faire un pas décidé en avant et la Banque du Sud doit être une de ses

avancées.

S'ils la créaient, les pays d'Amérique Latine pourraient abandonner définitivement le Fonds Monétaire International. Cuba est le seul pays d'Amérique Latine à n'être pas membre du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. En quoi cela peut-il servir au Venezuela d'être membre de la Banque Mondiale et du FMI ? Le Venezuela et les autres pays en développement ne disposent pas de suffisamment de droits de votes pour influencer les décisions de la Banque Mondiale et du FMI puisque ces deux organismes sont totalement contrôlés par les États-Unis, le Japon et l'Union Européenne. Ils pourraient donc sortir de la Banque Mondiale et du FMI et avoir une banque multilatérale commune sous le contrôle total des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes.

### **Quelles fonctions remplirait la Banque du Sud ?**

La Banque du Sud financerait des projets communs dans l'infrastructure, l'industrialisation, la transformation des exportations. Et évidemment, elle développerait le marché interne. Il y a beaucoup à faire pour développer le marché interne d'Amérique Latine et des Caraïbes. En résumé, une Banque du Sud appuierait, grâce à ses financements, les pouvoirs publics nationaux et locaux, les communautés indigènes, les entreprises publiques, les coopératives. Il ne s'agirait pas d'une banque pour financer le grand capital national et international. La Banque du Sud serait un instrument très puissant pour le projet de développement du Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

### ***Interview d'Eric Toussaint par Fidel Vascos Gonzales***

---

#### **P.-S.**

\* Source : Granma Internacional, La Havane.

\* Éric Toussaint est le président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde. Ce Comité, dont le siège est en Belgique, est un réseau international constitué de comités locaux présents dans 23 pays de 4 continents. Éric Toussaint est un participant assidu de la Rencontre Internationale d'Économistes sur les Problèmes du Développement, qui se tient tous les ans à La Havane.